RECOMMANDATIONS

7.1 RECOMMANDATIONS DE NIVEAU STRATÉGIQUE

R1) Faire valoir la participation du Gabon au Conseil des Droits de l'Homme et au Conseil de sécurité de l'ONU pour stimuler son positionnement dans les agendas 2030 et 2063, la production de données probantes et le plaidoyer en matière de politiques ("policy advice") comme modalités de coopération dans lesquelles le SNU peut jouer un rôle essentiel et qui peuvent renforcer la cohérence et la qualité de la réponse aux défis de développement durable du pays.

- Capitaliser l'expérience acquise dans ces forums onusiens de haut niveau pour renforcer le positionnement du Gabon dans la sous-région et promouvoir les échanges et la coopération sous régionale. Organiser des forums (ou profiter des mécanismes de communication existants) pour partager l'expérience acquise par le Gabon dans les deux Conseils et partager les expériences régionales en matière de politiques publiques fondées sur l'évidence visant l'atteinte des ODD et de l'Agenda 2063.
- Mettre à jour le rapport national sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des agendas 2030 et 2063, y compris une analyse prospective documentant les tendances et les défis émergents dans la sous-région (en concertation avec les BCR les équipes de pays du SNU) et dans le pays.
- Promouvoir l'élaboration des examens périodiques du rapport national sur les ODD afin de suivre les progrès ou les difficultés dans leur mise en œuvre, soutenir la prise de décision fondée sur des données probantes et alimenter les stratégies nationales.

R2) Définir un nouveau mécanisme de gouvernance pour le prochain Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Gabon (United Nations Sustainable Development Cooperation Framework - UNSDCF), plus simple que celui envisagé dans la formulation de 2018, plus conforme aux capacités et ressources réelles du SNU et, enfin, plus agile pour maintenir une communication fluide et de qualité avec les partenaires nationaux.

- Capitaliser l'expérience acquise au sein de la Task Force Présidentielle COVID-19 afin de la transférer à la gouvernance du nouveau UNSDCF, tant pour la coordination avec les partenaires nationaux qu'avec les agences et autres acteurs de développement.
- Réactiver le Comité de pilotage Gouvernement du Gabon / SNU (TDR en cours) dans le cadre du prochain UNSDCF, réviser et mettre à jour les mécanismes de travail entre départements sectoriels clés et agences et sensibiliser les administrations publiques concernées et les personnes focales sur le nouveau cadre de coopération.
- Concevoir un cadre de résultats conjoints du prochain UNSDCF plus mesurable (indicateurs SMART) et continuer à renforcer son système de planification annuel et de suivi, avec l'implication plus claire et régulière aussi bien des partenaires nationaux que de l'ensemble des agences du SNU.

R3) Renforcer la présence dans le pays, ou l'intensité de la coopération, des agences et organismes des Nations Unies spécialisés dans le changement climatique, la résilience et la préservation de l'environnement (ex : Programme des NU pour l'Environnement, NU Action Climat et Fonds Vert pour le Climat, Bureau des NU pour la réduction des risques de catastrophes, Organisation Météorologique Mondiale), en tenant compte des progrès significatifs réalisés par le Gabon sur ces questions, de l'engagement national en faveur de la transition vers une économie verte et de l'importance de préserver la biodiversité du Gabon (et de la sous-région) à l'échelle continentale et mondiale.

- Promouvoir et appuyer la mise en application du cadre légal national en matière de développement durable (en particulier, la création des instances prévues par la Loi n° 002/2014 du 01 août 2014 portant orientation du développement durable en République gabonaise) et de mécanismes nationaux favorisant la transition vers l'économie verte (ex : fonds de développement durable, Fonds de Sauvegarde de l'Environnement, plans environnementaux et sociaux), en concertation avec d'autres acteurs clé œuvrant dans le domaine (ex : BAD, AFD).

R4) Développer les partenariats avec d'autres types d'organisations aux niveaux national et sous régional, en encourageant le développement d'une société civile gabonaise mieux structurée et plus professionnalisée, en ouvrant le prochain UNSDCF au secteur privé et au monde universitaire, et en explorant les accords avec d'autres acteurs du développement ayant un intérêt particulier pour la sous-région (ex : Banque africaine de développement¹).

- Renforcer l'implication et le renforcement de compétences en matière de gestion de programmes des collectivités territoriales décentralisées dans le prochain UNSDCF, en particulier dans les programmes avec une claire dimension territoriale, prenant en considération le processus en cours de transfert des compétences de l'État aux collectivités locales.
- Promouvoir la participation et engagement du secteur privé (responsabilité sociale et environnementale des entreprises) dans les stratégies et les initiatives nationales visant la transition vers l'économie verte.

7.2 RECOMMANDATIONS DE NIVEAU OPERATIONNEL

R5) Consolider et intensifier les programmes conjoints au Gabon et les programmes sous régionaux afin de répondre de manière plus efficace et efficiente à certains enjeux de développement partagés par les pays qui composent le Bassin du Congo, en tant qu'écosystème naturel et humain avec des opportunités et des défis communs qui justifient une approche intégrale, multisectorielle et multi-pays.

- Réduire le nombre de projets ou d'activités clés (« key activities ») couvrant de nombreux secteurs dans le prochain UNSDCF, avec l'intention de gagner en efficacité, en approche systémique et, en parallèle, concevoir des interventions plus ambitieuses mais plus ciblées qui pourraient susciter davantage d'intérêt pour les bailleurs potentiels.

R6) Intégrer une triple perspective dans le nouveau UNSCDF afin de refléter de manière intégrale la diversité et la complexité des principaux « groupes » de défis du développement durable au Gabon. Tout d'abord, la **transition vers un scénario d'endémicité de la COVID-19 et de risques persistants** pour la santé publique dans une région exposée à des flambées épidémiques récurrentes. Deuxièmement, la persistance d'importantes poches de **pauvreté et le déclin de certains indicateurs sociaux** clés (ex : santé, nutrition, éducation). Troisièmement, l'appui aux **thématiques et opportunités émergentes susceptibles de transformer le pays**, en particulier la lutte contre le changement climatique et la transition vers une économie verte, ainsi que les nouvelles technologies.

- Intensifier le soutien aux initiatives nationales de transition vers une économie verte afin de capitaliser sur le leadership du pays en matière d'accès aux mécanismes de financement vert pour lesquels la classification du Gabon en tant que pays à revenu intermédiaire pourrait être moins déterminante que ses positives performances en matière de programmes innovants de préservation de l'environnement et de création durable de richesse.
- Adopter le nexus aide humanitaire – développement – paix comme l'un des axes centraux du nouveau UNSDCF, y compris une composante visant à renforcer les mécanismes nationaux de préparation et de réponse aux situations de crise.

7.3 RECOMMANDATIONS DE NIVEAU ORGANISATIONNEL

R7) Consolider la construction d'un nouveau cadre de résultats et renforcer le système de suivi et d'évaluation du prochain UNSDCF et des programmes conjoints du SNU, en systématisant l'utilisation d'UN Info, en capitalisant sur l'expertise et les ressources allouées au BCR et aussi sur l'expérience et expertise en suivi et évaluation de certaines agences. **Augmenter de manière significative les efforts d'évaluation de l'ensemble des activités du SNU, en particulier en ce qui concerne les stratégies de pays et promouvoir une culture de suivi et d'évaluation des politiques et programmes publics avec les partenaires nationaux**, tout en aidant à renforcer les capacités dans ce domaine pour les différents secteurs.

¹ Stratégie d'intégration régionale, 2019-2025.

- Établir des plans d'action annuels (ou exercice similaire) accordés au sein de l'UNCT afin de décliner (et adapter en fonction de l'évolution du contexte national et des besoins) la mise en œuvre du prochain UNSDCF.
- Améliorer la précision des indicateurs de suivi du nouveau UNSDCF en tenant compte de la désagrégation par sexe, âge et autres vulnérabilités afin de renforcer l'analyse avec la perspective de droits et d'équité.
- Explorer la possibilité d'ancrer la planification et la programmation du nouveau UNSDCF dans les cycles de planification politique et budgétaire nationaux (ex : loi de finances, planification des collectivités territoriales) afin de renforcer son alignement avec les priorités et les mécanismes de gouvernance nationaux dans les différents niveaux de l'administration publique et la durabilité des interventions soutenues par l'UNDAF.
- Concevoir une stratégie de communication globale pour le SNU qui contribue à la fois à une meilleure connaissance et compréhension du UNSDCF et à la redevabilité envers les partenaires, les bailleurs de fonds et les citoyens.

Appendix 5. Management Response template

**UNSDCF Evaluation
Management Response
[country name/date]**

[General response to the evaluation in a narrative format, referring to specific conclusions as appropriate. Some textual samples provided below.]

- 1) United Nations Country Team (UNCT) in Country X welcomes the evaluation ...
- 2) As the evaluation pointed out, UNCT is facing the challenge of ...
- 3) In particular, UNCT agrees with Conclusion 1 that ...
- 4) UNCT however considers Conclusion 2 does not portray an accurate picture of ...
- 5) The management response for each recommendation is provided below.

Management Response to the evaluation recommendations

Recommendation 1 [Text of the recommendation (may be shortened as appropriate)]	Accepted / Partially accepted / Rejected [Please select one as appropriate]		
Explanation [Explanation of rejection or partial acceptance]			
Actions to be taken [Actions to be taken in response, broken down as appropriate.]	Responsible entity/ies	Timeframe	Resource implication

(a) ...			
(b) ...			
Recommendation 2 [Insert text of the recommendation here]	Accepted / Partially accepted / Rejected [Please select one as appropriate]		
Explanation			
Actions to be taken	Responsible entity/ies	Timeframe	Resource implication
Recommendation 3 [Insert text of the recommendation here]	Accepted / Partially accepted / Rejected [Please select one as appropriate]		